

**Commission : Conseil économique et social (ECOSOC)**

**Sujet : Comment peut-on réduire les inégalités ?**

**Présidence : Anastasia Danilenko et Blanka Kuster**



## **Introduction**

Octobre 2019, des milliers de Libanais sortent dans les rues pour élever leurs voix contre un gouvernement incompetent et corrompu à la suite d'une augmentation des taxes et une aggravation de la situation économique. Au Chili, des émeutes ont pris place à la suite de l'augmentation du prix du ticket de métro, poussant plus de la moitié de la population à la limite de la pauvreté à se révolter. Mars 2019, à Hongkong des manifestations sont organisées contre l'amendement de la loi d'extradition, soulevant ainsi tout un pays prêt à se faire entendre. Novembre 2018, le mouvement des gilets jaunes en France naît à Paris à la suite de l'augmentation des prix du carburant, entraînant des révoltes soulevant le mécontentement d'une classe sociale de tout un pays. Mai 2019, des milliers de Brésiliens envahissent les rues pour réclamer de meilleurs services publics, protester contre les coupes budgétaires et se révolter contre leur gouvernement qui visiblement refuse d'établir un dialogue afin d'arranger la situation. Autant d'exemples qui illustrent le mécontentement du peuple descendant dans les rues pour exercer son droit de manifester et réclamer le changement à ceux qui détiennent le pouvoir.

Les inégalités ont toujours été présentes dans l'histoire, au fondement de systèmes socio-économiques propres à chaque époque, qu'il s'agisse de l'Antiquité esclavagiste, du système seigneurial au Moyen Age, avec une masse de paysans attachés au service de leur seigneur, ou encore du capitalisme des origines, avec une « armée de prolétaires » entièrement dépendants, sur le marché du travail, des détenteurs du capital. Chacune de ces époques a produit des systèmes de pensée permettant de justifier l'ordre social et les inégalités structurelles qui en découlaient. Mais à partir du XIX<sup>e</sup> s., avec la démocratisation des sociétés, la conquête progressive de droits sociaux et le développement d'idéologies de type « socialistes », l'idée qu'il fallait réduire les inégalités, voire les abolir, s'est progressivement imposée, processus qui, en Occident, a culminé après la Seconde Guerre mondiale avec la mise en place d'un Etat protecteur et d'une politique fiscale plus redistributrice. La délégitimation des idéologies communistes qui a précédé l'effondrement du bloc soviétique, et le triomphe du néolibéralisme qui prônait le rejet de toute intervention de l'Etat dans l'économie, a conduit, à partir des années 1980, à un accroissement des inégalités partout dans le monde, et à une concentration de la richesse entre les mains d'une infime minorité.

2019 marque ainsi une année de colère, où les peuples se soulèvent aux quatre coins du globe, comme si, simultanément, ils prenaient conscience d'une accumulation d'injustices grandissantes depuis plusieurs dizaines d'années. En effet, au XX<sup>e</sup> siècle, des crises récurrentes ont atteint directement les sociétés partout dans le monde et leur condition générale de vie, en particulier les catégories les plus pauvres, laissant des séquelles qui se superposent au fil des ans sans jamais disparaître.

Nous vivons dans un monde soumis à une hiérarchie évidente, où règnent les plus riches et les plus puissants, un monde de plus en plus globalisé et connecté, où les classes moyennes partout dans le monde consomment les mêmes produits et partagent le même mode de vie, tandis que les populations périphériques et marginalisées ne savent plus très bien comment trouver les moyens de vivre sans être accablées par les effets de ces inégalités. Ces dernières années, même si nous avons une illusion de développement globale, l'écart entre les pauvres et les riches s'est fortement creusé, car ces derniers ont beaucoup plus bénéficié de la croissance et n'ont pas été aussi durement touchés par les crises économiques, tout particulièrement celle de 2008. Ces inégalités apparaissent de plus en plus pour ce qu'elles sont, un scandale de premier plan, et ce aussi

bien dans les pays riches du Nord que dans les pays plus pauvres au Sud, en particulier dans les pays émergents.

Ces mouvements ont un certain nombre de points communs, comme l'absence de leader, le rôle mobilisateur des réseaux sociaux et un déclassement face à la mondialisation. Le pouvoir est généralement accusé d'être inefficace, accapareur de richesse et insensible aux inégalités et injustices. Est-ce le rôle de l'ONU de lutter contre ces inégalités à la place des Etats ? Et si oui jusqu'à où peut aller cet Organisation des Nations Unies alors qu'elle est fondée sur le respect de la souveraineté de chaque pays ? Est-il seulement possible de lutter contre les inégalités alors qu'elles sont ancrées dans notre société et notre idéologie depuis si longtemps ? Et par-dessus tout, si ces inégalités sont présentes depuis si longtemps, pourquoi se retrouvent-elles au cœur des révoltes populaires aujourd'hui ?



## Définitions des termes clés

- **Paupérisation** : l'appauvrissement d'un individu ou d'un groupe d'individus.
- **Capitalisme** : système économique reposant sur la propriété privée, notamment des moyens de production, le libre-échange et la libre concurrence. Il est caractérisé par l'accumulation du capital productif, elle-même guidée par la recherche du profit.
- **Redistribution** : désigne une nouvelle répartition de la richesse au profit des plus pauvres.
- **Hiérarchie** : organisations sociales qui fait que chaque individu est subordonné à un autre se trouvant au-dessus de lui, lui-même pouvant être au-dessus d'autres individus.
- **Coefficient ou indice de Gini** : statistique qui mesure et montre le niveau d'inégalités de la répartition d'une variable (salaire, revenus, patrimoine) dans la population
- **OCDE** : organisation de coopération et de développement économique
- **Fractile** : ce terme est présent dans tous les rapports et toutes les études traitant des inégalités, il divise une population en échelons de niveau de vie afin de mieux observer les différentes manifestations d'un phénomène sur des classes sociales différentes. Par exemple, il peut s'agir donc de découpage de la population en tranche de 10% (décile).
- **Naturalisation** : la naturalisation c'est l'action d'accorder à un immigrant la nationalité d'un pays.
- **Syndicat** : groupe de travailleurs qui s'unissent pour défendre leurs droits, leurs intérêts et les intérêts communs.
- **Capitalisme** : système économique ou statut juridique d'une société humaine caractérisée par la propriété privée des moyens de production et leur mise en œuvre par des travailleurs qui n'en sont pas propriétaires. C'est un système de production dont les fondements sont l'entreprise privée et la liberté du marché.
- **Libéralisme** : l'idée que la population est libre de vivre une vie sans grande interférence de la part du gouvernement fondée sur la liberté individuelle. En plus de cela une notion d'égalité est aussi présente, les politiques de marché libre devraient permettre à chacun d'avoir des chances égales pour entrer dans le commerce libre.

- **L'inflation** : phénomène économique caractérisé par la hausse du niveau des prix et les baisses de la valeur de la monnaie. C'est une augmentation constante du niveau général de prix. Lorsque l'inflation augmente le pouvoir d'achat de chaque euro possédé diminue d'autant.
- **Récession** : en économie, ce terme désigne un ralentissement du rythme de la croissance économique correspondant ainsi à une diminution du taux de croissance du PIB.
- **Altermondialistes** : mouvement de la société civile qui conteste le modèle libéral ou néolibéral de la mondialisation et revendique un mode de développement plus soucieux de l'homme et de son environnement.
- **Ploutocratie** : système politique ou social dans lequel le pouvoir est exercé par les plus riches, un système dans lequel le pouvoir de la finance est donc prédominant.

## Aperçu général

### I. Enjeux du sujet

La mondialisation a augmenté, de manière phénoménale, la mobilité des marchandises, des capitaux, de l'information et des personnes. Jamais auparavant, l'humanité n'a disposé d'autant de richesses qu'aujourd'hui. Mais jamais ces richesses n'ont été réparties d'une manière aussi inégale. Par richesses, il faut entendre : les connaissances scientifiques, les techniques et les technologies disponibles, les capacités de production et enfin les biens matériels disponibles. Les inégalités socio-économiques sont un ensemble d'inégalités sociales et économiques très complexes et difficiles à assimiler.

*“Si chaque personne s'asseyait sur ses richesses sous la forme de billets de 100 dollars empilés les uns sur les autres, la plus grande partie de l'humanité serait assise sur le sol. Une personne de la classe moyenne vivant dans un pays riche serait assise à la hauteur d'une chaise. Les deux hommes les plus riches du monde se retrouveraient dans l'espace.”*

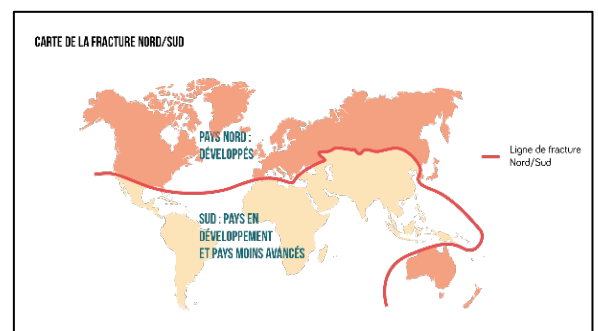
A. Les inégalités sociales peuvent être définies par les différences entre individus ou groupes sociaux portant sur des avantages ou des désavantages dans l'accès à des ressources socialement valorisées. Ces ressources sont les opportunités données à une personne, telles que l'éducation par exemple, la santé, l'espérance de vie, le milieu social et ainsi de suite. Ainsi, les inégalités sociales divisent la société en catégories définies en fonction de leur identité socio-professionnelle, leur genre, leur appartenance à une communauté perçue comme culturellement différente, etc.

B. Les inégalités économiques sont les différences entre individus ou groupes sociaux portant sur des avantages ou des désavantages économiques et qui fondent une hiérarchie entre ces individus ou entre ces groupes. Ces désavantages regroupent les différents niveaux de revenu, c'est-à-dire la répartition des richesses.

### Indicateurs des inégalités

Il existe plusieurs indicateurs qui nous permettent de nous rendre compte des inégalités socio-économiques, entre autres le PIB par habitant, l'IDH, l'IPH, l'IPF ou encore le coefficient de Gini :

- **PIB/habitant** : le PIB est l'abréviation de Produit Intérieur Brut, un indicateur économique permettant de quantifier la valeur totale de la « production de richesse » annuelle effectuée par les entreprises, ménages, ... au sein d'un pays. Le PIB/habitant est le PIB divisé par le nombre d'habitants au sein du territoire et c'est un indicateur mesurant le développement d'un pays. Le



PIB/hab reflète principalement les inégalités de développement entre les pays du « Nord » (les PID, pays industrialisés et développés) et pays du « Sud » (les PED, pays en développement), survenus aux alentours de la fin de la 2<sup>ème</sup> Guerre Mondiale. Ainsi, alors que le Congo a un PIB par habitant de seulement \$418,70, la Belgique possède un PIB par habitant de \$46683,20.

- **IDH** : l'IDH, c'est-à-dire l'indice de développement humain prend en compte l'espérance de vie à la naissance (critère de santé), le taux d'alphabétisation (critère social) et le PIB par habitant (critère économique). Cet indicateur nous permet d'avoir une vision globale du développement d'un pays.
- **IPH** : l'IPH est l'indicateur de pauvreté humaine.
- **IPF** : l'IPF (indicateur de participation féminine dans la vie politique et économique) reflète inégalités de genre d'un pays à l'autre.
- **Coefficient de Gini** : le coefficient de Gini est une mesure statistique permettant de mesurer les inégalités de revenu au sein d'un pays. Elle varie de 0 à 1 où 0 signifie une égalité parfaite et 1 une inégalité parfaite, c'est-à-dire le fait qu'une seule personne dispose de tout le revenu et les autres n'ont rien. Par exemple, le Brésil, l'un des pays les plus inégalitaires au monde, a un coefficient de Gini de 0,539 et la France est à 0,316 alors que le Kazakhstan a un coefficient Gini de seulement 27,5 en 2017.

Ces inégalités grandissantes se manifestent partout dans le monde, pour différentes raisons et sous différentes formes et nous allons vous présenter maintenant trois exemples de de la manifestation de ces inégalités.

### Exemple 1 : Un combat contre l'inégalité de genres, au Chili les femmes se révoltent

Le Chili est un pays de l'Amérique de Sud. Ayant une frontière commune avec l'Argentine, la Bolivie et le Pérou, le pays compte plus de 15 millions d'habitants, est considéré comme l'un de pays les plus développés d'Amérique Latine et comme un modèle de développement, avec une croissance forte et régulière avec un IDH de 0,847 en 2018. Cependant, comme tout pays, le Chili a ses problèmes lui aussi et le 25 novembre 2019 le collectif chilien Las Tesis dénonce pour la première fois les violences faites aux femmes et en 48 heures, leur chanson « *Un violador en tu camino* » devient virale, les femmes la reprennent pour dénoncer des violences subies au quotidien. (voir <https://www.youtube.com/watch?v=2l6SQqdn2Y8>)



À la fin de l'année 2019, cet hymne qui signifie le « Le violeur c'est toi », est entendu aux quatre coins du globe, passant par Paris, New York, Mexico, Barcelone, Berlin et ainsi de suite. Partout dans le monde, des femmes subissent des violences, du harcèlement sexuel dans les rues, des abus, des viols, des féminicides, des disparitions, de l'esclavage sexuel. En Amérique latine, dans 25 pays, 3529 femmes sont mortes à la suite de ces violences sexistes en 2018, un nombre beaucoup trop élevé dans une société soi-disant égalitaire. Le collectif Las Tesis fait passer un message très important : les victimes de viol ne sont jamais coupables.

Des centaines de femmes dont les yeux sont bandés par un foulard noir, scandent dans les rues un chant devenu rapidement l'hymne féministe en reproduisant la chorégraphie inventée par les militantes pour faire comprendre à tout le monde « La coupable, ce n'est pas moi, ni mes fringues, ni l'endroit. Le violeur, c'est



toi ». Ces démonstrations puissantes symbolisent les injustices, les discriminations sexuelles qui assaillent les femmes et les hommes aussi quelques fois, ainsi que la colère des femmes face à un Etat qui ne se mobilise pas, ne les défend pas, face à une société où cette violence est normalisée. Cette fois, les femmes en ont eu marre et cette mobilisation n'est qu'un seul signe de la présence des inégalités dans le monde.

## Exemple 2 : Une oppression des minorités : la loi discriminatoire qui exclut les musulmans en Inde est dénoncée

Etant un pays d'Asie du Sud, l'Inde est le deuxième pays le plus peuplé du monde avec une population de 1 296 834 042 d'habitants dont plus de 14,6 % est de religion musulmane, c'est-à-dire plus de 177 millions d'habitants. En dépit de cela, en décembre 2019, une nouvelle loi accélérant la procédure pour devenir citoyen indien (naturalisation) pour les réfugiés venus d'Afghanistan, de Pakistan ou de Bangladesh passe en

Inde. Quoique le bénéfice qu'apporte cette loi à un grand nombre de réfugiés est irréfutable, elle comporte un élément qui soulève la colère du peuple : l'exclusion des réfugiés musulmans des bénéficiaires de cette loi. Ainsi, cette nouvelle loi, qui pourtant semble innocente et même bénéfique, remet en cause la citoyenneté musulmane et est la preuve d'une initiative discriminatoire d'un Etat constitutionnellement séculaire à « redéfinir l'idée même d'appartenance à la nation » et à se transformer en une nation entièrement hindoue. À la suite de cette réforme qualifiée comme

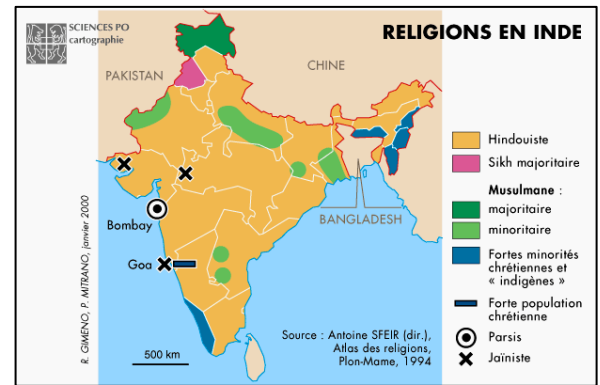
inconstitutionnelle, beaucoup d'Indiens de toutes générations et de toutes communautés se soulèvent et s'unissent dans une résistance sociale, antiraciste et féministe pour dénoncer la discrimination des musulmans.

Ainsi, à partir du 4 décembre, les habitants d'Inde sortent dans les rues pour élever leur voix contre l'oppression de la minorité religieuse musulmane et cela malgré les répressions violentes de la police locale, incluant des arrestations et même des meurtres. En plus de cela, des femmes musulmanes, traditionnellement privées de leurs droits dans cette société patriarcale, prennent depuis le 15 décembre part à cette révolte en organisant des sit-in à Shaheen-Bagh, un quartier d'ouvriers à Delhi. Durant leur protestation pacifique, ces femmes courageuses utilisent de méthodes originales telles que des lectures publiques ou de la cuisine collective par exemple pour exprimer leur opposition à l'oppression de la minorité musulmane d'une manière efficace et inédite. Les manifestations de ce genre sont aujourd'hui planétaires et ne se focalisent plus entièrement sur l'égalité des sexes mais aussi sur « des revendications plus générales de justice sociale au-delà des différences de sexe, de classe et de nationalité ». Le message purement féministe est donc élargi : « les femmes qui sont dans la rue aujourd'hui ne réclament pas seulement des droits pour elles-mêmes, mais pour tous les êtres humains ».

## Exemple 3 : Pour dénoncer la mauvaise redistribution de richesse et les inégalités entre les classes sociales les gilets jaunes naissent en France

Tout le monde a probablement déjà entendu parler de la France, pays d'Europe occidentale, et du mouvement des « gilets jaunes » qui s'active depuis l'automne 2018. Les Français en ont entendu parler, l'Europe en a entendu parler, le monde en a entendu parler, mais connaissons-nous vraiment les racines de ce mouvement, les causes du mécontentement de ces personnes engagées ? Le 17

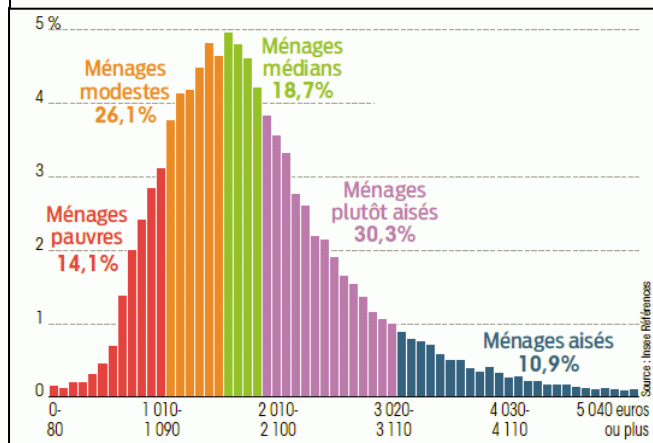
novembre 2018 des manifestations en masses ont débuté pour lutter contre la hausse du prix du carburant à la suite de la pétition en ligne de Priscilla Ludosky, « Pour une baisse des prix de carburant à la pompe ! ». Cette pétition, signée par plus de 1 million de français, marque le début d'une période de révoltes et de marches dans ce pays où les écarts entre les classes sociales n'ont fait qu'augmenter depuis un certain temps. Ce peuple,



rempli d'un sentiment d'abandon par le pouvoir public est sorti dans les rues, pour demander que ce sentiment de délaissement cesse, pour revendiquer des conditions de vie meilleures. Ces personnes paient des impôts et dépendent de la voiture pour circuler à cause du manque de moyens de transports publics et de services à proximité. *'On va descendre dans la rue, mais vous savez, on ne va pas le faire juste à cause du prix de l'essence ou de l'environnement, mais à cause de tout ce qui va mal'* disent les militants, dont la principale préoccupation est le coût de la vie, devenu beaucoup trop élevé.

Le groupe des gilets jaunes est principalement constitué de personnes des classes populaires ou moyennes, vivant dans les zones rurales ou périurbaines, des personnes qui gagnent trop pour être aidés et cependant trop peu pour bien vivre. Des rondpoints sont bloqués, des barrages sont mis en place, tout cela pour faire entendre leurs voix auprès d'un chef d'Etat considéré comme un « président de riches » arrogant et plus détesté que jamais en 2018 et 2019. Ils demandent une baisse des impôts et une augmentation des services publics car ils se demandent à quoi leurs impôts sont utilisés alors qu'il y a un manque d'éclairage urbain, de crèches, ... Les gilets jaunes ont osé prendre la parole et sortir dans les rues, ils montrent un exemple de révolte aux habitants d'autres pays et dénoncent un problème majeur : la mauvaise redistribution des richesses non seulement en France mais partout dans le monde.

La distribution des revenus net d'impôt et avec les aides sociales par unité de consommation (2014)



Chacun de ces exemples comporte un facteur aggravateur qui se manifeste et c'est cet engrenage de facteurs aggravateurs qui lie les différentes inégalités entre elles et les rendent plus grandes et conséquentes.

## II. Causes des inégalités

### Facteurs aggravateurs

Les facteurs aggravant ces inégalités sont des éléments, d'autres inégalités, des concepts inscrits dans des sociétés qui, ensemble, s'accumulent et sont tous liés laissant place à une sorte d'engrenage des événements. Dans ce cas-ci (socio-économique) nos facteurs aggravants sont généralement des inégalités qui sont directement liées aux inégalités socio-économiques et ont pour effet d'avoir des conséquences plus grandes vu le gain d'ampleur au fur et à mesure que ces inégalités s'accumulent toutes les unes après les autres et sont complémentaires. C'est pourquoi il est si commun de retrouver des inégalités qui partagent le même problème ou ont un aspect qui se complète. Il est donc important de bien comprendre en quoi consistent les autres inégalités ou facteurs aggravants qui s'ajoutent aux inégalités socio-économiques et faire les liens avec la problématique du sujet.

Parmi ces inégalités jouant le rôle de facteurs aggravants, il en existe de nature très différente, comme les distinctions « raciales » qui ont été beaucoup commentées à l'occasion de la crise du coronavirus (Les noirs américains sont ainsi 2,5 fois plus susceptibles de mourir du Covid-19 que les blancs), mais nous allons ici nous intéresser plus particulièrement aux inégalités de genre, aux écarts mondiaux de développement, et aux inégalités dans la relation capital-travail ou l'inégalité génératrices d'endettement.

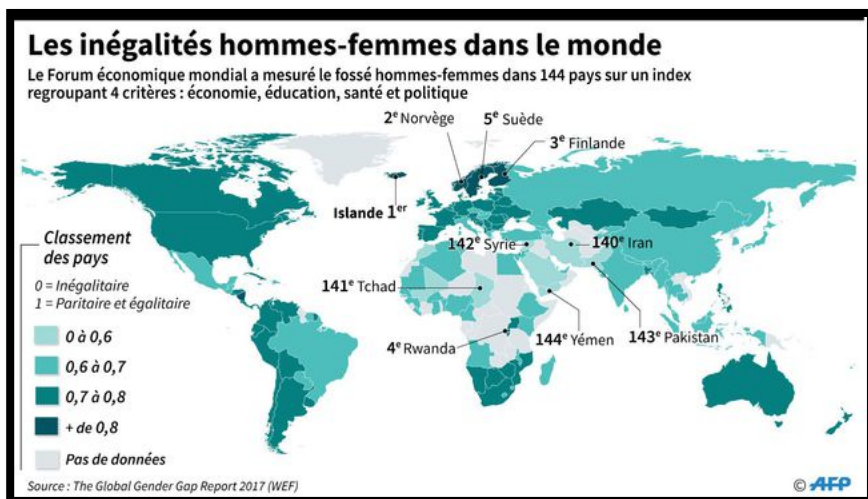
## A. Les inégalités de genre

Les inégalités de genre est un phénomène social et culturel dans lequel se produit une discrimination entre les personnes en raison de leur sexe, son impact se fait sentir à différents niveaux : professionnel, social, familial et plein d'autres encore. Le mouvement d'égalisation des droits entre les hommes et les femmes s'est généralisé dans les sociétés occidentales dans les années 1960, avec les mouvements féministes. On peut ainsi citer le congrès sur le féminisme musulman à Barcelone en novembre 2006 ou encore une série de lois indiennes qui ont comme objectif de modifier une part importante du droit de la femme dans un sens égalitaire. On peut également remarquer des mouvements tel que #KuToo venant du Japon provenant de femme qui protestent contre l'obligation de porter des talons au travail, une condition qui en plus d'être sexiste provoquent beaucoup de douleur.

Autant d'exemples qui démontrent directement l'inégalité des genres qui sont souvent dues aux mentalités de la société, qui désigne un ordre social établissant le sexe comme marque pour attribuer des fonctions, des relations et des pouvoirs spécifiques à chaque type de personnes. Les femmes sont considérées comme étant naturellement mieux qualifiées pour la vie privée et les soins familiaux. Or au contraire, les hommes seraient naturellement plus doués pour diriger, gouverner et avoir plus d'ambition.

La discrimination salariale pénalise les femmes et leur famille à court et à long termes puisque des salaires plus bas ont aussi des répercussions sur les assurances sociales et le niveau des rentes. Mais elle a aussi des conséquences pour la société dans son ensemble. L'État doit accorder plus d'aides sociales tout en percevant moins d'impôts et de cotisations aux assurances sociales. L'écart salariales est aussi la causes de certains problèmes comme par exemple : un écart du revenu général avec les salaires, le revenu net d'entreprise, le revenu des placements, les paiements de transferts gouvernementaux, les pensions et autres revenus. On retrouve également un écart dans les retraites, en 1993, les prestations moyennes du régime de retraite du Canada/Québec payées aux femmes représentaient 59 % de celles payées aux hommes, c'est-à-dire 266 \$ pour les femmes et 452 \$ pour les hommes, et comme l'espérance de vie des femmes dépasse celle des hommes, les femmes à la retraite ont un niveau de vie diminué pour une période de temps plus longue laissant ainsi place à une féminisation de la pauvreté. L'écart salarial a l'effet de réduire la prospérité économique générale. Si l'équité salariale existait, on ajouterait des milliards aux recettes fiscales. Une étude démontre que le PIB augmenterait considérablement dans les décennies à venir si les femmes participaient au marché du travail autant que les hommes. En somme, la discrimination salariale menace la paix sociale. Ces inégalités concernent aussi les hommes victime de ces discriminations avec des conséquences moins répandues et connues mais toutes aussi fatales.

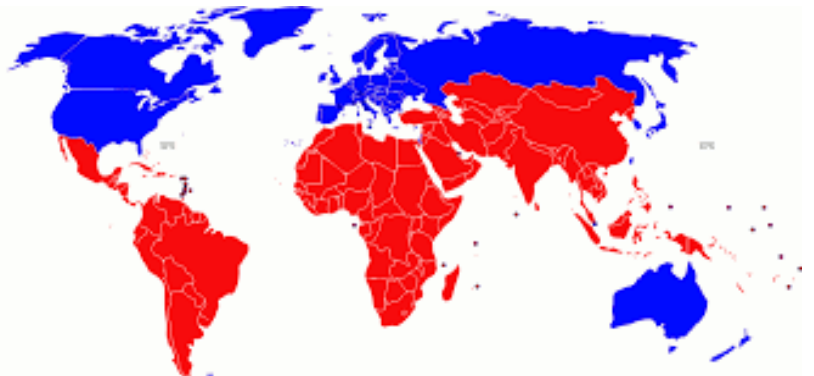
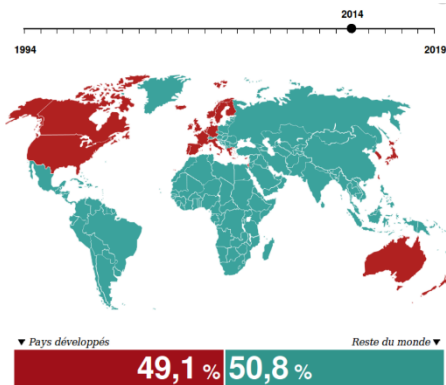
Tant d'exemples ont ainsi des répercussions scandaleuses et inadmissibles, tout particulièrement sur les inégalités socio-économiques. Comment valoriser la femme sans délaissier les hommes et sans créer une nouvelle sorte d'inégalité ? Comment promouvoir l'émancipation de la femme alors que dès le plus jeune âge les petites filles attendent le prince charmant qui viendra les sauver ?



## B. Les écarts mondiaux de développement

Les écarts mondiaux de développement sont en quelque sorte des inégalités géographiquement parlant, pour les classer on distingue 4 catégories qui représentent le niveau de vie de la population :

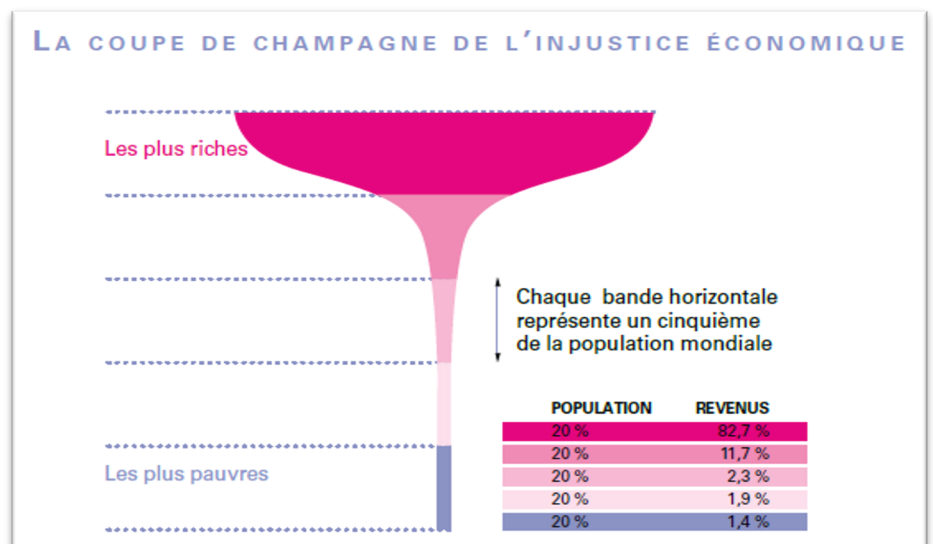
1. Les régions développées comprennent l'Amérique du Nord, le Japon, l'Europe et l'Australie.
2. Les régions en développement comprennent l'Afrique, l'Amérique latine, les Caraïbes, l'Asie, la Mélanésie, la Polynésie et la Micronésie.
3. La catégorie des pays moins avancés regroupe les pays moins avancés socio-économiquement se situant principalement en Afrique, secondairement en Asie et en Océanie.
4. Les pays émergents sont des pays en développement qui connaissent une forte croissance, très supérieure à celle des pays développés. Ces pays en transition sont la Chine, l'Inde, le Brésil, le Maroc, l'Afrique du Sud etc.



rouge : Pays du Sud ; bleu : Pays du Nord

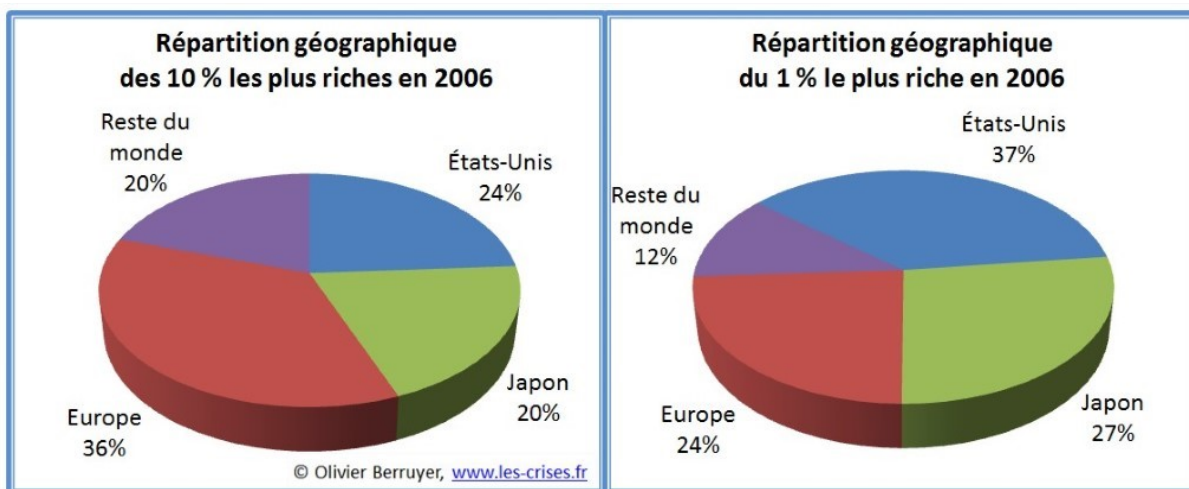
On différencie également de manière plus générale en nommant “les pays du Nord”, les pays représentant ceux développés et “les pays du Sud” les pays en développement ou les pays émergents. Les positions des pays ne sont pas fixes et subissent constamment des changements qui font croître ou décroître leur niveau socio-économique. Par exemple, la Corée du Sud a rattrapé le niveau de développement des pays les plus riches et l'Argentine qui était un pays très riche au 20ème siècle a baissé dans le classement. Quoique la population soit constamment en train de croître, cette croissance ne se fait pas de manière égale et elle change d'un pays à l'autre. C'est ainsi que la répartition des revenus est inégale et le devient de plus en plus. En 1989 déjà les 20 % les plus riches possédaient 82,7 % des revenus mondiaux alors que les 20 % les plus pauvres possédaient 1,4% des revenus mondiaux. C'est ainsi que le revenu des 20% des humains les plus riches s'élèvent à 150 fois celui des 20% les plus pauvres.

*“Quand on est pauvre, on l'est plusieurs fois”* car encore une fois, ce facteur aggravant fait partie de l'engrenage des inégalités socio-économique. Ce facteur est également responsable d'autres problèmes mondiaux connu aux yeux de tous car à côté de la pauvreté financière, les pays voient d'autres inégalités qui sont complémentaires de celles socio-économique. Voici une liste des difficultés affronter par les pays suites aux écart mondiaux de développements :





1. Le non-respect des droits humains. Est un texte s'appliquant à tout être humain sans distinction garanti un certain nombre de droits fondamentaux à chacun. Il affirme l'égalité entre hommes et femmes et le droit au travail, au libre choix, à des conditions équitables et satisfaisantes et à la protection contre le chômage. La Déclaration universelle des droits de l'homme garantit une justice équitable malheureusement, de nombreux pays ne respecte pas les droits humains, notamment les pays pauvres.
2. L'état de santé des habitants des pays en développement est souvent problématique et n'offre pas de besoin suffisant ou nécessaire. C'est ainsi qu'apparaît une faible espérance de vie et un grand taux de mortalités infantile. Les conditions de vie difficiles comprenant le manque de nourritures, d'eau potable, accès aux soins médicaux, manque d'hygiène sont souvent la cause de maladies mortelles le tout aggravés par l'inaccessibilité financière aux soins de santé, recherches médicales ou médicaments.
3. La malnutrition, qui participent au taux de mortalités infantile, 10% des enfants meurent de malnutrition avant l'âge de 5 ans.
4. Les conditions socio-culturelles sont touchées dans les pays pauvres. Notamment avec les aspects religieux, les inégalités hommes femmes cités ci-dessus ou encore le manque d'éducation et le travail des enfants.
5. L'instabilité politique est souvent présente chez les pays pauvres qui du coup souffrent de corruptions, du non-respect des droits de l'homme, de guerres civiles, de conflits armés avec les pays voisins, de dictatures militaires et d'autres structures non démocratiques, etc.
6. Les conditions de travail, dans les pays en développement ou en difficultés de développement se caractérisent souvent par l'absence complète de protection sociale (assurance maladie, pensions, allocation de chômage) et de protection du travail (salaires minimaux garantis, horaires fixes et les mesures de sécurités). De nombreuses entreprises et employeurs des pays du Sud ne respectent pas les recommandations de l'Organisation Internationale du Travail ou encore dans certains pays, le recours au travail des enfants est pratique courante.
7. Problèmes écologiques. Les ressources naturelles constituent souvent les plus importantes richesses des pays pauvres. Elles sont exploitées par les pays les plus riches ayant un pouvoir sur eux de manière intensive sans tenir compte des conséquences écologiques et sanitaires. De nombreuses régions sont menacées par la désertification, par une pollution de l'air et de l'eau importante causant les problèmes de santé. L'impact humain sur l'environnement aggrave l'intensité des catastrophes naturelles et les pauvres en subissent les conséquences

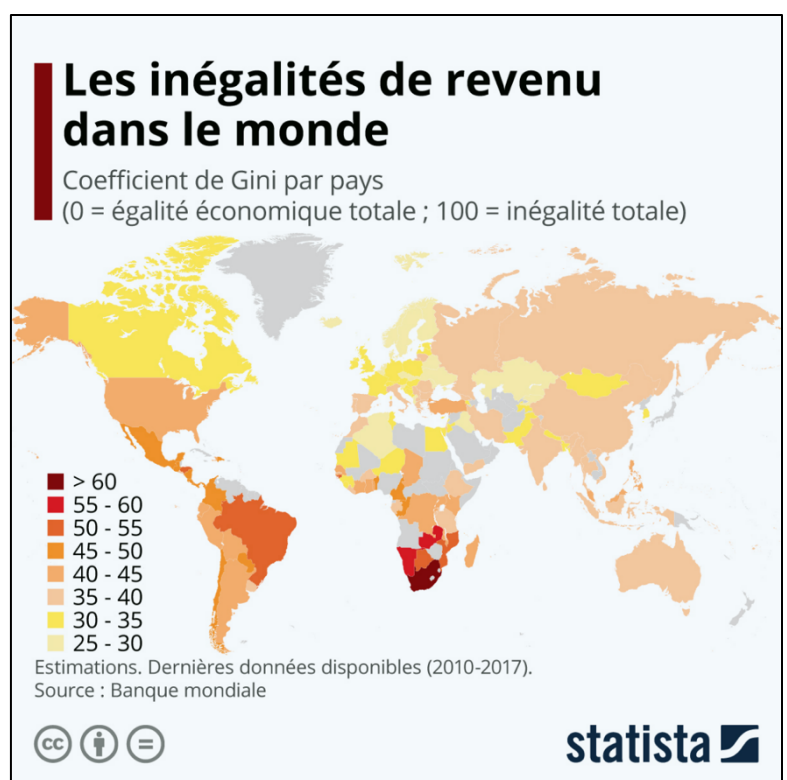


### C. Les inégalités dans la relation capital-travail

Les inégalités dans la relation capital-travail est l'un des premiers facteurs des inégalités. Dans une économie capitaliste, les facteurs de production fondamentaux sont la force de travail et le capital. Il y a entre eux une lutte constante pour la répartition des résultats produits dans le processus de production. Le capitaliste détenant les moyens de production se situe dans une position constamment supérieure, cette lutte est donc inégale. De fait, l'évolution des inégalités dépend en grande partie de la relation capital-travail qui va ensuite se lier avec toutes les autres facteurs aggravants, créant le fameux engrenage. Comme l'ont bien analysé les économistes de la nouvelle école française (Piketty, Saez, Zucman...), à partir des années 1980, le néolibéralisme a brisé le modèle des relations post Seconde Guerre mondiale dans une offensive du capital qui ajuste les conquêtes sociales obtenues par le monde du travail.

Ce modèle néolibéral se traduit par la baisse constante de la part des revenus du travail dans le PIB. Si on imagine le PIB comme un grand gâteau, les salariés reçoivent une part décroissante ce qui a la longue, au fur et à mesure des années laissent place à de grosses impasses entre les salariés et les "patrons de la société".

Cette pression à la baisse sur les salaires s'accompagne d'un chômage croissant. Le salaire est le principal élément de redistribution du revenu global. Mais on calcule qu'il y a, dans le monde en 2013, 202 millions de personnes sans emploi et, de ce fait, exclues de ce revenu. Ce sont cinq millions de plus que l'année d'avant et 62 millions de postes de travail de moins depuis 2008. C'est ainsi qu'en observant la répartition salariale entre les différentes catégories de la population selon leurs revenus, en Europe et aux États-Unis, on note de sévères écarts dans les revenus. Ces inégalités de revenus sont également observables grâce au coefficient de Gini (carte ci-contre).



### D. Inégalités de revenus et l'endettement

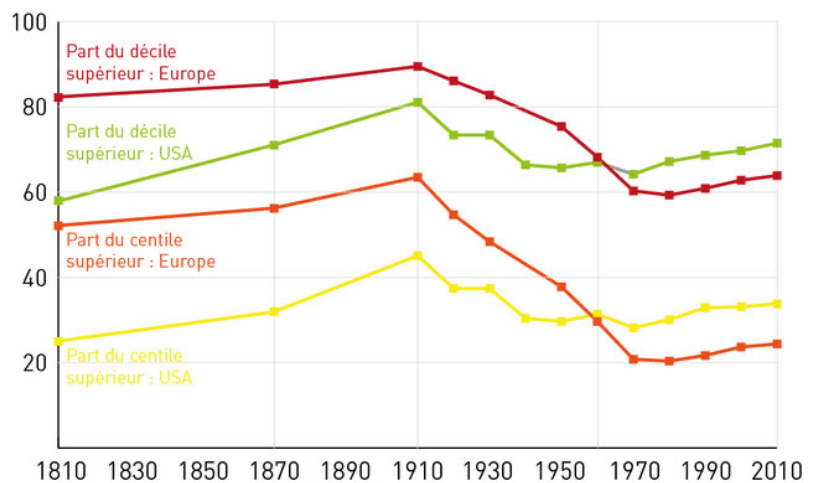
Il y a un lien évident entre les inégalités de revenus et l'endettement. Le processus est plus au moins le suivant : la libéralisation des mouvements de capitaux et la dérégulation financière ont généré une croissance économique basée sur l'endettement privé. L'accès facilité au crédit a permis aux plus riches d'augmenter leur patrimoine et leurs revenus grâce au rendement de leurs placements financiers. Les entreprises augmentent leurs investissements, s'imposent dans d'autres pays et rachètent des entreprises concurrentes. Les banques facilitent l'acceptation de crédits pour augmenter leurs bénéfices, en plus de ceux obtenus par leurs activités de spéculation financière. Elles tirent une partie de leurs revenus financiers des prêts aux populations dont les revenus sont les plus bas. Les banques augmentent le volume de leurs prêts afin d'augmenter leurs bénéfices (mais avec le risque de prêter à des populations présentant un risque plus élevé d'impayé) ; parallèlement, les prêts permettent à de nombreux travailleurs d'augmenter leur consommation bien que leurs salaires réels stagnent voire baissent.

D'autre part, la libéralisation des mouvements de capitaux et l'attitude plus laxiste des gouvernements entraînent des baisses d'impôts en leur faveur. Les politiques gouvernementales, au service des intérêts des plus riches, augmentent les inégalités. Le creusement des inégalités alimente les dettes privées, et le recours au crédit renforce à son tour les inégalités. C'est un cercle vicieux, rompu seulement lorsqu'un événement fait éclater la "bulle du crédit" devenue insoutenable. Généralement après, a lieu l'effondrement des marchés financiers, la socialisation des pertes et ainsi l'augmentation des dettes publiques.

La dette publique augmente à cause des cadeaux fiscaux faits aux plus riches et aux grandes entreprises. Un cadeau fiscal signifie que l'Etat tire moins d'impôt à quelqu'un alors qu'il pourrait en tirer bien plus car la personne a les revenus pour. La dette publique augmente en raison des cadeaux fiscaux fait aux plus riches et aux grandes entreprises, ce qui fait fondre les revenus de l'État. En effet, les impôts augmentent en période de croissance et diminuent en période de crise ce qui mène à aggraver les déficits budgétaires des gouvernements et ainsi la dette publique qui est censée "réparer" le problème. Dans ces conditions, les dépenses publiques sont majoritairement assurées par l'émission de titres : une bonne part des recettes obtenues avant par le recouvrement d'impôt est obtenu maintenant par le recours à l'emprunt assorti du paiement d'intérêts. C'est ainsi que les inégalités face à l'endettement à l'échelle nationale ont de gros impacts sur le niveau socio-économique d'un pays.

### III. Contexte historique

Comme dit plusieurs fois ci-dessus, les inégalités sont grandissantes depuis des décennies. Il est donc important de faire un saut du côté historique en s'intéressant à l'histoire des inégalités qui dominent notre époque.



#### La Seconde Guerre mondiale

Après la guerre, les gouvernements avaient pour but de réduire les inégalités afin de renforcer leurs chances de surmonter les coûts de l'après-guerre et de se reconstruire à la suite des ravages de cette période. En effet, les conséquences de la guerre sur l'économie mondiale ont été "désastreuses" du fait notamment de la destruction partielle des réseaux de communications, ce qui a perturbé le transport des matières premières causant ainsi un problème d'approvisionnement pour les usines qui font marcher la production nationale. D'où de lourdes conséquences comme un fort chômage technique entraînant la baisse du pouvoir d'achat alors que les besoins des habitants augmentent en même temps. Que ce soit dans "les pays vainqueurs" ou non, ces inégalités sociales grandissent et deviennent dangereuses. Avec de pareilles conditions, la mentalité générale change, les gens se concentrent sur leurs dépenses afin de survivre et ainsi se projettent moins dans le futur. Des révoltes ont lieu, notamment du fait des pénuries de charbon, rendant les hivers très difficiles. L'inflation, la dévaluation monétaire donnent place à des crises économiques avec des crash boursiers, créant un déséquilibre entre la demande des produits et la consommation, des déficits budgétaires intérieurs et extérieurs, conduisant les pays à s'endetter pour financer la reconstruction et réduire les inégalités sociales.

Ces conditions difficiles ont incité les pays comme la Grande-Bretagne à dévaluer de 30,5 % la livre sterling de sa parité par rapport à l'or afin de mieux lutter contre le chômage. Mais cette baisse provoque un effet domino et c'est ainsi que la France, la Finlande ou encore l'Allemagne dévaluent également leur monnaie. Ces décisions se répandent un peu partout et conduisent à des revendications sociales, car l'insuffisance des salaires entraîne des vagues de révoltes. Tous les pays sont donc touchés après la Seconde Guerre mondiale.

## Un développement vers le néolibéralisme

Afin de redémarrer rapidement l'économie après la Seconde Guerre mondiale, les gouvernements prennent des décisions drastiques pour favoriser la croissance économique, et la période 1945-1960 est ainsi considérée comme l'âge d'or du capitalisme. Traumatisés par la grande dépression des années 1930, les gouvernements soutiennent de plus en plus l'économie par une politique de soutien aux entreprises et d'incitation à la consommation. En effet, pour que notre économie, énormément exigeante, soit satisfaite, les puissances mondiales ont trouvé la solution de transformer l'ensemble de la population en consommateurs, ce qui a permis d'augmenter la croissance économique. Les 30 années après la guerre connaissent le développement mondial le plus rapide de l'histoire, ce sont les « Trente Glorieuses » : la consommation devient le cœur du système, les entreprises deviennent plus libres, la mondialisation accélère à une vitesse incroyable et c'est ainsi qu'une nouvelle idéologie voit ses débuts : le néolibéralisme.

Le néolibéralisme, fondé sur le libéralisme, est caractérisé par le libre-échange, par la dérégulation du secteur d'entreprise et par une compétition entre entreprises et non entre pays comme auparavant. En outre, le néolibéralisme promeut « l'économie du marché au nom de la liberté individuelle et du développement économique » et c'est ainsi que le secteur public disparaît progressivement pour laisser la place aux secteurs privés, secteurs qui ont grandement profité de cette nouvelle idéologie.

Bien évidemment, cette nouvelle idéologie a eu maintes conséquences entre autres :

1) Une inflation et un ralentissement du développement dès les années 1970 à cause du triomphe du néolibéralisme.

2) L'apparition d'un nouveau modèle et ainsi la remise en cause du modèle social ainsi que l'imprégnation de la nouvelle idéologie néolibérale à partir des années 1970-1980.

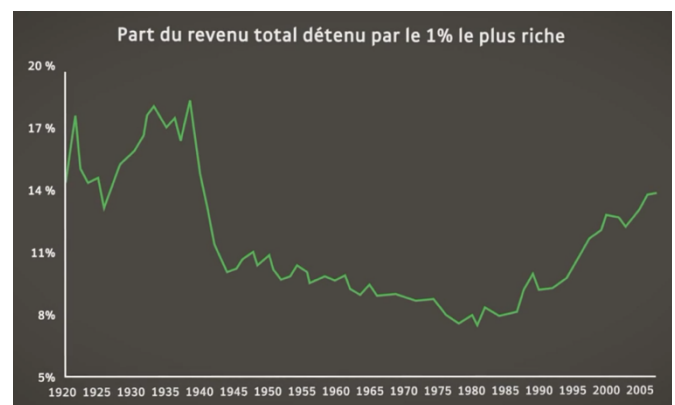
3) La transformation de la population en consommateurs avec une mentalité de continuer à « manger », de consommer même si nous en avons plus besoin.

4) Un bénéfice du capitalisme mondial avec la sortie de la pauvreté d'un grand nombre de la population avec presque 1 milliard de personnes qui sont passés au-dessus du seuil d'extrême pauvreté (le fait de gagner moins de \$1,90 par jour selon la Banque mondiale) ainsi que l'augmentation de l'offre d'emplois.

5) Une augmentation de pouvoir des entreprises avec une destruction des réglementations à leur égard et une diminution du pouvoir de l'Etat et du respect de leur souveraineté. A la suite de cela, le commerce libre perd ses idéaux démocratiques pour autoriser presque tout aux entreprises capitalistes, avec un libre échange qui devient de plus en plus libre pour les entreprises riches et beaucoup moins libre pour tout le reste. La valeur de la liberté pour tout le monde est déformée pour être applicable aux entreprises aussi, un petit nombre de personnes bénéficient d'une grande augmentation de richesses.

6) Les entreprises maintenant bénéficiant d'un pouvoir décuplé prennent en considération le profit avant les personnes, une forme de colonialisme économique apparaît, avec une oppression des plus vulnérables, les seuls vrais gagnants étant les entreprises.

7) Une augmentation des inégalités économiques avec les salaires de la plupart des travailleurs qui stagne contrairement aux salaires des 1 % des plus riches qui



a fortement augmenté depuis les années 1980 et 1990. Ces inégalités sont à leur tour à l'origine d'inégalités d'éducation ou de santé. L'écart entre les riches et les pauvres se creuse.

8) Une incompetence des Etats, seulement capables de trouver des solutions pour réduire les effets de la pauvreté au lieu de s'attaquer à ses causes.

9) Le développement d'un comportement compétitif entre chaque individu afin d'améliorer leur condition économique et donc une désolidarisation sociale.

Par ailleurs, l'OMC, Organisation Mondiale du Commerce, joue un rôle primordial dans le développement de cette nouvelle idéologie et modèle social qu'est le néolibéralisme. En effet, c'est l'une des grandes institutions internationales avec le FMI (Fonds Monétaires Internationales) et la Banque Mondiale nées après la Seconde Guerre mondiale, qui régulent les relations économiques entre Etats. Née en 1995, le rôle premier de l'OMC est de « favoriser le commerce entre Etats, d'éviter l'isolationnisme et renforcer le libre-échange ». Avec l'OMC, naît une nouvelle sorte de stabilité financière globale et l'organisation devient rapidement la plus puissante au monde avec une influence sur nombreux Etats. Cette organisation, dû à son influence et son pouvoir de pression sur les Etats est un grand promoteur de la mondialisation néolibérale et est en conséquence souvent critiquée par les altermondialistes qui l'accuse de « faire le jeu du libre-échange ». En outre, la mondialisation économique qu'encourage l'OMC fait perdre la souveraineté aux Etats, la rendant donc très difficile à contrôler notamment au niveau des multinationales qui sont aujourd'hui plus puissantes que certains Etats. Cependant, les valeurs néolibérales que l'OMC soutient sont souvent seulement bénéfiques dans le milieu des affaires et non pas aux populations comme l'a observé la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) en 1985 déjà, et l'Organisation est donc souvent critiquée autour de ce concept car elle fait pression auprès des Etats pour qu'ils adoptent des lois dans le sens de la libéralisation et assimilation à des marchandises des secteurs publics comme l'eau, l'éducation, la santé ou les transports. Ainsi, l'Organisation Mondiale du Commerce a beaucoup d'influence et a pu contribuer à aggraver les inégalités sociales et économiques en soutenant le secteur privé et le néolibéralisme.

### La crise de 2008

La crise économique mondiale de 2008 est une récession dans laquelle sont rentré une grande partie des pays développés. Elle a débuté aux États-Unis avec un nouveau système de crédits dit "subprimes" pour les familles américaines ayant des difficultés à rembourser des crédits habituels pour l'achat de leur logement. Ces crédits avaient été donnés à des emprunteurs qui n'avaient pas les moyens de les rembourser car n'avaient pas les garanties suffisantes. C'était un nouveau mécanisme financier qui leur ouvre un accès au crédit : les emprunts qu'ils contractent sont gagés sur la valeur de leur bien immobilier, qui ne cesse de grimper. L'endettement des familles s'est appuyé sur des taux d'intérêt très bas pratiqués pendant des années par la Banque centrale mais elle atteint ses limites après quelques années. La Banque centrale a donc, au cours des années, augmenté ses taux de base, de 1 % à plus de 5 %, ce qui a causé l'alourdissement des charges financières des emprunts. Ainsi plus ils augmentaient moins les familles arrivaient à faire face. Les prix de l'immobilier ont fini par se retourner à la baisse donc la valeur des habitations est devenue inférieures à la valeur des crédits qu'elles devaient garantir. Les pertes se sont donc propagées jusqu'aux "prêteurs" menant à un taux de non-remboursement sur les crédits de plus de 15 % ; or d'habitude ce taux ne dépasse pas les 5 %. Ainsi près d'un million d'emprunteurs avaient perdu leur logement et on estime que la crise des "subprimes" aura coûté plus ou moins 2200 milliards de dollars aux banques.

La majorité des pays ont été touchés même si ce n'est que les familles américaines qui avaient utilisées ce système de crédit. Le problème est qu'il n'y avait pas que les banques américaines qui plaçaient de l'argent pour ce système, il y avait également des banques européennes. Pour restaurer leurs ratios de solvabilité, les banques diminuent l'accès au crédit, ce qui se répercute sur l'économie mondiale car les ménages doivent

réduire leur consommation et les entreprises n'arrivent plus à investir et ainsi peut entraîner la chute de toute une économie nationale. Avec la crise de ces dettes tout cela se déplace jusqu'en Europe et pour sauver leurs banques et leurs économies, les Etats injectent massivement des liquidités et ainsi s'endettent menant à une crise mondiale laissant de grosses conséquences, en particulier l'appauvrissement des plus fragiles qui a entraîné des révoltes, comme celle des *Indignados*, le mouvement des Indignés, né sur la Puerta del Sol à Madrid le 15 mai 2011.

## Développements récents

Les deux dernières années ont été des années de colère comme le montrent les nombreuses révoltes qui ont pris place durant cette période. Des populations se sont soulevées contre les dirigeants, des gens ont osé élever leur voix contre les inégalités qui ne faisaient qu'augmenter, demandant justice sociale, politique et économique, un monde plus égalitaire.

- **2018** : En novembre, les gilets jaunes, groupe de militants français composé principalement de la classe populaire se révolte pour la première fois à la suite de la hausse du prix du carburant, mécontents de la nouvelle politique de Macron et ayant l'impression d'être invisible.

Le 19 décembre, le triplement du prix du pain au Soudan déclenche une forte indignation et une colère sournoise de la part du peuple contre Omar Al-Bachir, militaire et dirigeant soudanais qui est finalement destitué et emprisonné le 11 avril 2019 après 30 ans de pouvoir.

- **2019** : Le 22 février, les Algériens descendent dans les rues à l'approche des élections présidentielles pour exprimer leur ras-le-bol face au président Abdelaziz Bouteflika, au pouvoir depuis 4 mandats. En mars et avril 2020, l'épidémie de Covid-19 est instrumentalisée par le pouvoir algérien pour réduire au silence ses opposants et se venger des militants du *Hirak*, mouvement populaire qui secoue le pays depuis février 2019.

15 mars, le projet du gouvernement hongkongais d'autoriser les extraditions vers la Chine déclenche une série de révoltes de la part des jeunes habitants de cette ville, demandant l'instauration d'un suffrage universel et l'abandon de ce projet.

De nombreuses révoltes contre les inégalités très fortes prennent place en 2019 dans les pays d'Amérique latine, notamment au Venezuela (23 janvier), à Haïti (février), en Equateur (1 octobre), en Bolivie (20 octobre) et en Colombie (21 novembre).

En octobre, l'annonce de taxes sur la messagerie WhatsApp au Liban pousse des centaines de personnes à dénoncer la corruption du gouvernement et le dysfonctionnement des services publics. Malgré la nomination du nouveau gouvernement dirigé par Hassan Diab en janvier 2020 à la suite de la démission de Saad Hariri en octobre 2019, la population n'est toujours pas apaisée, l'année 2020 s'annonce-t-elle comme une année de nouveaux soulèvements au Liban ?

Le 18 octobre, des manifestations contre la hausse du prix du ticket de métro éclatent au Chili, la population revendique des réformes de santé, d'éducation, et d'exploitation des ressources naturelles.

Le 1<sup>er</sup> octobre, les Irakiens sortent dans les rues pour dénoncer la corruption, l'incurie de la classe politique et les problèmes d'ingérence irakienne et américaine.

Le 15 novembre, la population iranienne exprime son mécontentement et sa colère face à l'annonce de l'augmentation de 50 % du prix de l'essence et malgré les arrestations et la répression violente de la part du gouvernement, une nouvelle révolte prend place en janvier à cause du fait que les autorités aient nié leur implication de l'explosion d'un avion de ligne ukrainien.

En Inde, la loi de citoyenneté discriminatoire envers les musulmans adoptée le 11 décembre déclenche de nombreux mouvements de contestation dans le pays notamment de la part de femmes, très impliquées dans ces révoltes. Par la suite de ces révoltes, les violences antimusulmanes de la part des nationalistes hindous se multiplient, violences ayant déjà causées 24 morts et 250 blessés en fin février 2020.

• **2020** : Le 30 janvier 2020, l'état d'urgence de santé publique de portée internationale est déclaré par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) à cause de la maladie Covid-19, apparue pour la première fois le 17 novembre à Wuhan, Chine. Le 11 mars 2020, l'épidémie est déclarée pandémie et les gouvernements commencent à instaurer des confinements et même des couvre-feux dans certains pays tel que l'Arabie Saoudite ou le Mali. En avril 2020, 184 pays sont touchés par la pandémie et la moitié de la population mondiale de 7,8 milliards de personnes est confinée. Cette maladie a des nombreuses conséquences économiques, sociales et politiques, avec des Etats qui naviguent entre autoritarisme et libéralisme, tous essayant de trouver l'équilibre parfait afin d'éviter l'effondrement du système en entier. En effet, le confinement dû au coronavirus impose une menace d'une récession économique avec un éventualité de krach boursier et d'une aggravation des inégalités :

○ Le 24 février 2020, la bourse mondiale chute consécutivement à la hausse significative du nombre de cas de Covid-19 hors de la Chine et le 28 février, les marchés boursiers du monde entier ont connu leur plus forte baisse hebdomadaire depuis la crise financière de 2008. A cause du gel de l'activité économique lors du confinement, les marchés boursiers se sont effondrés et il est possible d'avoir une éventuelle faillite systémique du secteur financier.

○ En Amérique Latine, et dans les Caraïbes, plus de 154 millions d'enfants sont privés d'éducation avec plus de 85 millions d'enfants qui accédaient aux programmes alimentaires scolaires via la cantine de l'école dont 10 millions d'enfants dépendaient d'eux. Quelques-uns des effets de la maladie seront donc probablement la hausse des abandons scolaires, des maltraitements et des grossesses comme cela avait été observé à la suite de l'épidémie d'Ebola.

○ En Inde, plus de 80% de l'emploi est informel hors-domicile, 1/3 des travailleurs sont « occasionnels » et autour du monde autour de 2 milliards de personnes travaillent dans le secteur informel. Les enfants de parents avec ces sortes d'emplois sont les plus menacés lors du confinement et sans la possibilité d'aller à l'école, ils peuvent être sujets à une malnutrition. En outre, sans aide sociale, une grande partie de la population reste coincée dans le cercle vicieux entre la pauvreté et la mauvaise santé et les communautés marginalisées qui perdent l'accès aux besoins fondamentaux sont soumis à des impacts disproportionnés durant le confinement.

○ Les groupes vulnérables et marginalisés tel que les minorités, les populations vivant dans la pauvreté ou les réfugiés sont menacés par une pandémie beaucoup plus dévastatrice si les gouvernements ne réussissent pas à les identifier et à les protéger. Aux Etats Unis par exemple, la vulnérabilité est fortement liée à la race et à la pauvreté et ainsi, comme l'a annoncé la station de radio locale WBEZ le 5 avril, « 70% des personnes mortes du Covid-19 à Chicago sont noires et que si les Noirs ne constituaient que 33% de la population du comté de Cook, qui entoure la ville, ils représentaient 58% des décès dus au Covid-19 ». En effet, les groupes les plus vulnérables ont moins d'accès aux soins et n'ont pas les moyens de se protéger efficacement, ces groupes sont donc beaucoup plus exposés.

○ Le tiers de la population urbaine de la planète vit dans des bidonvilles surpeuplés et une partie de la population n'a donc pas les moyens de la « distanciation sociale », fait qui aggrave fortement la propagation du virus. Quoique le virus ne fasse pas de différence entre riches et pauvres, ces deux « catégories » de personnes n'ont pas les mêmes moyens de se protéger, les plus pauvres devant choisir entre la maladie et la faim et les inégalités durant cette période de coronavirus deviennent plus visibles que jamais.

○ Plusieurs émeutes prennent place dans les quartiers défavorisés de plusieurs pays comme au Liban par exemple, où une partie de la population, privée de travail et d'aide de la part de l'Etat exprime leur colère en s'affranchissant du couvre-feu imposé par le gouvernement libanais.

○ Une pénurie mondiale de matériaux médicaux empêche de soigner tous les malades et le système public, les hôpitaux par exemple, jusqu'à la détruit par la législation néolibérale est incapable de faire face à la demande des contaminés.

La crise du coronavirus aura donc des grandes répercussions sur la société d'aujourd'hui, le système néolibéral est remis en cause, les inégalités sociales, de santé, d'éducation plus visibles que jamais s'aggravent et une grande question se pose, quel est le prix d'une vie humaine ?

## Implications de l'ONU

L'ONU est l'organisation des Nations Unies, une organisation mondiale regroupant 193 états et est impliqués dans le rôle des inégalités et se bat pour un monde plus équitable. L'ONU se bat pour un monde meilleur et quoique la technologie naissante a fait des progrès et des exploits, elle a aussi marginalisé des millions de personnes *“un petit groupe de personne s'enrichit de manière exponentielle alors que des milliards d'autre sont laissé pour compte de la pauvreté”*. Les inégalités liées au genre, la situation géographique, aux revenus, à l'âge ou à la classe sociale persistent encore entre les pays et la relation des Etats. C'est pour cela qu'en 2015, les dirigeants ont adoptés le Programme De Développement Durable à l'Horizon 2030. Ce programme comporte 17 objectifs afin d'améliorer le monde dans lequel nous vivons et offrir au plus de personnes possibles une vie plus pacifiste, équitable, viable et plus juste. L'un de ces objectifs consiste à réduire les disparités en termes de chance, revenus et pouvoir. Parmi les cibles de cet objectif il y a : favoriser l'intégration sociale, économique et politique, indépendamment de l'âge, du sexe, du handicap, l'appartenance ethnique, l'origines, la religion, le statut économique ou autre. Ainsi qu'assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, adopter des politiques sur les plans budgétaire, salarial et dans le domaine de la protection sociale pour parvenir progressivement à une plus grande égalité. Mais également améliorer la réglementation et la surveillance des institutions et marchés financiers mondiaux, faire en sorte que les pays en développement soient davantage représentés et entendus lors de la prise de décisions dans les institutions économiques et financières internationales. De plus, faciliter la migration et la mobilité, mettre en œuvre le principe d'un traitement spécial et différencié pour les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, conformément aux accords de l'Organisation mondiale du commerce. Mais également, stimuler l'aide publique au développement et les flux financiers.

Les inégalités prennent de multiples formes et varient considérablement d'un pays à l'autre en ayant des conséquences dans tous les domaines qui constituent un pays c'est pourquoi, se battre contre cela, tel est en partie le rôle de l'ONU. Si l'objectif 10 et ses cibles ont vocation à encadrer l'action menée, la lutte contre les inégalités doit tenir compte des contextes nationaux, des impératifs économiques et des réalités politiques. Pour combattre ces inégalités sous toutes ses formes il est essentiel de sensibiliser le public et d'élargir l'appui aux politiques ainsi que de cibler les dépenses publiques et d'établir de nouvelles priorités pour réduire les disparités en termes d'accès et de chances, de réorienter les régimes fiscaux pour réduire les inégalités intragénérationnelles et intergénérationnelles de revenu et de richesse et de faire face aux rapides évolutions technologiques.



## Solutions possibles

Les inégalités ne cessent de se creuser aussi bien au Nord qu'au Sud et les masses populaires deviennent de plus en plus en colère, comme l'a montré l'année de 2019 avec toutes les révoltes aux 4 coins du globe. Dans un monde où l'économie est en croissance et où la pauvreté absolue diminue, ces populations commencent à prendre conscience que leur part du gâteau augmente beaucoup moins vite que celle de ceux qui ont les plus grosses parts, avec les 1% des plus riches ont profités deux fois plus de la croissance des revenus que les 50% les plus pauvres depuis 1980. Dans la lutte contre ces inégalités, tout est une question d'organisation socio-économique et les délégués devront se poser une série de questions afin de trouver des solutions efficaces, durables et conformes aux lois internationales.

Le gouvernement devrait-il adopter un fonctionnement plus autoritaire, social, de « gauche » en limitant la fortune de certains, en régulant le revenu voire en surtaxant les successions pour enlever aux « héritiers » leur avantage de naissance afin de redistribuer les richesses d'une manière plus « équitable » ? Faut-il donc assurer une plus grande égalité des chances en donnant plus de moyens éducatifs à ceux qui en ont moins, encadrer le capitalisme pour éviter de trop fortes concentrations de fortunes en luttant contre les monopoles ou en encadrant la redistribution des dividendes aux actionnaires et des profits au bénéfice des dirigeants d'entreprises en d'autres mots faudrait-il instaurer une économie sociale et responsable ? Ou enfin, faut-il en aval mettre en œuvre une politique de redistribution par l'impôt beaucoup plus volontariste pour tenter de compenser les inégalités "de fait" inhérentes au capitalisme ?

Ou devrions-nous au contraire laisser les personnes accumuler leurs richesses, avec des législations libérales prônant un libre échange pour une économie plus libre et plus grande ? Avec l'idéologie néolibérale nous rapprochons nous des ploutocraties ? En maintenant le système actuel serait-t-il possible de rémunérer les travaux essentiels pour le fonctionnement de la société et pourtant si peu payés tel qu'un emploi d'infirmière ou de caissière par exemple pour éviter l'oppression de la masse populaire ?

Et par-dessus tout l'Onu peut-elle et devrait-elle faire pression sur les Etats en fixant des objectifs contraignants afin de diminuer ces inégalités et instaurer des mesures redistributives alors qu'elle est fondée sur des principes de respect de la souveraineté des Etats ? Ou devrait-elle simplement se contenter de mesurer les inégalités sans rien y faire ? Est-ce le rôle de l'ONU de lutter contre les inégalités à la place des Etats, et si oui jusqu'où peut-elle aller dans la protection de groupes vulnérables et la diminution des inégalités interétatiques ? Et si l'ONU a le droit d'instaurer des législations pour diminuer et lutter contre les inégalités, devrait-elle faire contribuer les pays riches et développés plus que les pays en voie de développement ? Cela reviendrait-il donc à une discrimination positive ?

Avec toute ces questions et solutions possibles, la notion d'équité est fortement présente, l'équité étant selon John Rawls l'un des principes qui régit une société juste, car pour être équitable il ne faut pas qu'en donnant plus à une personne, cela ait un effet négatif sur quelqu'un d'autre.

Ainsi, toute la difficulté pour le Conseil économique et social qui se réunira en octobre 2020 au sein du MUNUCCLE, sera de trouver des solutions à ces problèmes majeurs et mettre en place un mécanisme visant à favoriser la cohabitation paisible entre toute classes sociales confondues, tout en respectant les lois internationales et les règles des Nations unies. Les membres d'ECOSOC devront apporter leur expertise tout en étant conscient de la spécificité de chaque société et en respectant la souveraineté des Etats, particulièrement en matière de politique économique et sociale.

# Sitographie

## **INTRODUCTION**

Manifestations au Liban : <https://www.france24.com/fr/20191018-liban-manifestations-beyrouth-hausse-taxes-gouvernement-hariri-corruption>

<https://www.letemps.ch/monde/liban-peuple-manifeste-contre-classe-politique>

Emeutes au Chili : <https://www.france24.com/fr/20191021-emeutes-chili-raisons-gronde-sebastian-pinera-manifestation>

Gilets jaunes France : <https://www.moustique.be/24947/gilets-jaunes-qu-est-ce-qui-change-depuis-un>

Manifestations Brésil : [https://www.rtbf.be/info/monde/detail\\_manifestations-massives-au-bresil-signal-d-alarme-pour-bolsonaro?id=10222607](https://www.rtbf.be/info/monde/detail_manifestations-massives-au-bresil-signal-d-alarme-pour-bolsonaro?id=10222607)

Manifestations à Hong-Kong : <https://www.bbc.com/afrique/monde-49985510>

## **ENJEUX DU SUJET :**

<http://les.cahiers-developpement-durable.be/vivre/t1-p1-cha2-un-monde-dinegalites/>

### **Exemples :**

<https://www.parisglobalforum.org/2019/12/09/chili-performance-contre-les-violences-faites-aux-femmes-devient-mondiale/>

Courrier International - Un monde en colère.

[https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/en-direct-du-monde/en-inde-une-loi-remet-en-cause-la-citoyennete-des-musulmans\\_3721899.html](https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/en-direct-du-monde/en-inde-une-loi-remet-en-cause-la-citoyennete-des-musulmans_3721899.html)

<https://apprendre5minutes.wordpress.com/2019/02/11/mouvement-des-gilets-jaunes-resume-dates-causes-revendications/>

### **Facteurs aggravants :**

A. [https://fr.wikipedia.org/wiki/In%C3%A9galit%C3%A9s\\_homme-femme](https://fr.wikipedia.org/wiki/In%C3%A9galit%C3%A9s_homme-femme)

<https://nospensees.fr/quelles-sont-les-causes-de-linegalite-de-genre/>

<https://www.plan-international.fr/info/actualites/news/2016-09-23-causes-et-consequences-des-inegalites-des-filles-face-leducation>

<https://www.sudradio.fr/editorial/les-inegalites-homme-femme-ont-des-consequences-sur-notre-sommeil/>

<https://www.ebg.admin.ch/ebg/fr/home/themes/travail/egalite-salariale/bases/causes-et-consequences.html>

<https://www.plan-international.fr/info/actualites/news/2016-09-23-causes-et-consequences-des-inegalites-des-filles-face-leducation>

B. <http://les.cahiers-developpement-durable.be/vivre/t1-p1-cha2-un-monde-dinegalites/>

C. <https://www.cadtm.org/Les-inegalites-dans-le-monde#nb21>

D. <https://www.cadtm.org/Les-inegalites-dans-le-monde#nb21>

## **CONTEXTE HISTORIQUE**

### **La Seconde Guerre mondiale :**

<https://www.cvce.eu/collections/unit-content/-/unit/02bb76df-d066-4c08-a58a-d4686a3e68ff/07e276c1-f449-40af-a334-f734fd4db5e0>

### **Un développement vers le néolibéralisme :**

« The story of Stuff » <https://www.youtube.com/watch?v=9GorqroigqM&t=102s>

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Néolibéralisme>

[http://www.cndp.fr/crdp-reims/cinquieme/evolution\\_sociale.htm](http://www.cndp.fr/crdp-reims/cinquieme/evolution_sociale.htm)

<https://www.nouvelobs.com/le-dossier-de-l-obs/20111221.OBS7280/les-annees-60-dix-ans-qui-ont-change-le-monde.html>

Néolibéralisme – Inégalité et marchandisation <https://www.youtube.com/watch?v=c00njGeAhjg>

[http://www.toupie.org/Textes/Mondialisation\\_ploutocratie.htm](http://www.toupie.org/Textes/Mondialisation_ploutocratie.htm)

<https://fr.businessam.be/cest-quoi-lomc-son-role-et-son-fonctionnement>

### **Les analyses proposées par Thomas Piketty ou Gabriel Zucman :**

Pour comprendre la thèse de l'économiste Thomas Piketty (dernier ouvrage publié en 2019 : *Capital et idéologie*), on peut l'écouter ici sur Arte : [https://www.youtube.com/watch?v=K9fw\\_NPL0I8](https://www.youtube.com/watch?v=K9fw_NPL0I8) (de 2:10 à 14:20) et ici sur France Inter : <https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-09-septembre-2019> ; <https://www.franceinter.fr/emissions/on-n-arrete-pas-l-eco/on-n-arrete-pas-l-eco-09-novembre-2019> (plus long, mais plus intéressant). Voir aussi les économistes français engagés dans le débat des primaires démocrates aux Etats-Unis, comme Gabriel Zucman. Voir son entretien sur France24 : <https://www.france24.com/fr/amériques/20200217-inegalités-et-injustice-fiscale-les-solutions-de-l-économiste-gabriel-zucman>

### **La crise de 2008 :**

<https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/crises-economiques/crise-des-subprimes/crise-financiere/comment-la-crise-de-2008-a-t-elle-commence/>

<https://www.lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/explicateur/2015/09/03/29004-20150903ARTFIG00126-la-crise-des-subprimes-en-quat-re-questions.php>

### **DÉVELOPPEMENT RÉCENT :**

Interview de Frédéric Keck « En gérant la crise du coronavirus, les Etats tâtonnent entre autoritarisme et libéralisme »

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Pandémie\\_de\\_Covid-19](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pandémie_de_Covid-19)

<https://www.revuepolitique.be/les-impacts-socio-economiques-de-la-crise-du-coronavirus/>

Courrier International : L'urgence sociale

<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/monde-les-dix-evenements-qui-marqueront-2020-1159631>

<https://www.youtube.com/watch?v=bmETZMufIp4>

Coronavirus : En Algérie, l'épidémie sert la répression

<https://www.franceinter.fr/emissions/geopolitique/geopolitique-01-avril-2020>

<https://www.courrierinternational.com/article/inegalites-coronavirus-les-pauvres-seront-malades-en-premier>

<https://www.courrierinternational.com/article/inegalites-aux-etats-unis-les-noirs-et-les-plus-pauvres-touche-de-plein-fouet-par-lepidemie>

<https://www.courrierinternational.com/article/epidemie-comment-les-riches-se-protigent-du-coronavirus>

<https://www.inegalites.fr/Ce-que-fait-le-coronavirus-aux-inegalites>

### **LE RÔLE DE L'ONU :**

<https://www.un.org/fr/un75/inequality-bridging-divide>

<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/inequality/#95f2e1852cd8210f7>